

nants du capitalisme de la finitude (Orain), de la décroissance ou de l'heuristique de la peur (Hans Jonas).

La plupart de ces tendances cherchent à retrouver ou à recréer un sens de l'histoire qui fait pourtant défaut aujourd'hui... ce que par ailleurs beaucoup reconnaissent, mais contournant la contradiction, ils parlent d'une exacerbation de la « crise ». Cela conduit la gauche radicale, mais aussi certaines fractions d'extrême droite (survivalistes) à nier toute action « environnementaliste » de la part du capital en glosant autour de l'aphorisme TINA (There Is No Alternative<sup>13</sup>). C'est ce que fait remarquer Philippe Pelletier dans son livre *L'écologie sociale en question, revisiter Murray Bookchin*, éd. Libertaires, 2025, p. 209 et sq., avec sa référence à la théorie de Schumpeter sur la destruction créatrice qui contrevient à cette vision catastrophiste en réintroduisant le rôle de l'État dans la révolution du capital... et ses perspectives « vertes ».

Renversement, reconfiguration disons-nous au sujet de la politique et des idéologies ; autant de suffixes « re » qui expriment, dans la confusion et le brouillage, la répétition, la reprise et sans doute la nostalgie d'un temps historique dans lequel l'horizon était ouvert vers de possibles transformations de l'existant. La question cruciale pour notre présent serait-elle alors : comment introduite de l'utopie ou dit autrement comment nous relier au « principe espérance » (Ernst Bloch) ?

*Temps critiques*, le 5 juillet 2026

Interventions ISSN : 1639-4755

GRATUIT

---

13 – Cf. Francis Dupuy-Déri, « En deuil de révolution ? Pensées et pratiques anarcho-fatalistes », *Réfractations*, n° 13, 2004, p. 139-150 qui montre comment le mot de « révolutionnaire » a été remplacé par celui de « résistant » (cf. aussi, la référence à de « nouvelles résistances »).

---

# INTERVENTIONS

---

#35 – juillet 2026

## RENVERSEMENT DES POSITIONS IDÉOLOGIQUES ET RECONFIGURATION DES POSITIONS POLITIQUES

*Temps critiques*

# *Temps critiques*

site : <https://www.tempscritiques.net/>

blog : <https://blog.tempscritiques.net/>

Correspondance postale  
Revue Temps critiques  
11, rue Chavanne  
69001 LYON

Correspondance électronique  
[tempscritiques@free.fr](mailto:tempscritiques@free.fr)

## Abonnement

Écrire en précisant vos nom, prénom et  
adresse complète.

Pour 1 numéro : 10 euros (port compris)

Pour 2 numéros :

- abonnement simple : 15 € (port compris)
- abonnement de soutien : à partir de 35 €

Chèque à l'ordre de Jacques Wajnsztein  
11, rue Chavanne / 69001 Lyon

Renversement des positions idéologiques et reconfiguration des positions politiques

le rapport social capitaliste ; mais même si nous admettions leur hypothèse, alors ne pourrait-on pas les interroger en demandant : comment des courants politiques et idéologiques qui se veulent émancipateurs peuvent-ils se déclarer ouverts et inclusifs et devenir intolérants au dialogue ? Comment la laïcité, valeur républicaine au moins en France, est-elle aujourd'hui dénigrée au nom d'un progressisme prêt à toutes les compromissions<sup>12</sup> ?

Si la gauche n'est plus émancipatrice, il devient inutile de reprocher à la droite de ne pas l'être et on peut alors reprocher aux deux courants de se replier sur les mêmes positions défensives que représente la défense d'identités le plus souvent essentialisées. Ainsi, si à droite, on cherche à conserver ce qui est visible, mais tend à disparaître, à gauche on cherche à rendre visible ce qui ne le serait pas et dans les deux cas on retrouve la même approche mais inversée, qui ne tient pas compte de la matérialité des rapports sociaux ou de ce qu'on appelait autrefois les conditions objectives. On est dans le spectacle et le performatif de la parité et de la diversité.

Pour nous, la question n'est pas de choisir entre « gauche ou droite », mais plutôt de penser un au-delà du capitalisme auquel ni les « Lumières noires », ni les penseurs de l'anthropocène ou du catastrophisme ne donnent de perspective. Tous raisonnent en termes de « crise » : déclin ou dégénérescence de la civilisation occidentale pour certains à droite, dans la lignée historique de Spengler, socialisme ou barbarie pour d'autres à gauche, dans les pas de Rosa Luxemburg avec la théorie de l'effondrement du capital (*Zusammenbruch*), sauvegarde de la planète ou mort de l'espèce avec les écologistes radicaux, les te-

---

<sup>12</sup> – On est ainsi passé à gauche du voile islamique symbole de la soumission de la femme à l'idée que « le voile, c'est mon choix » ; on est aussi passé de la critique du mariage fait par le Front homosexuel d'action révolutionnaire (FHAR) à la revendication d'un « mariage pour tous » auquel une grande partie de la droite politique s'est finalement ralliée.

tion, ce qui prévaut, c'est soit une sorte de retrait, une sécession passive de la part des déçus et des laissés-pour-compte de la révolution du capital, soit le retour de valeurs et de pratiques traditionnelles considérées comme étant les seules authentiques. Or, le capital les comprend comme reliquats du vieux monde, des références pourtant quotidiennes, qu'il disqualifie immédiatement comme conservatrices ou néo-réactionnaires tout en ayant la capacité à les englober. Renaud Garcia soulignait déjà en 2015 dans son livre, *Le Désert de la critique*, cet aspect contradictoire d'une partie de la gauche qui, en s'attaquant aux normes (famille, nation, sexe), se faisait malgré elle l'alliée objectif du capitalisme. En effet, un individu sans attache n'est-il pas le consommateur idéal ? Ce qui pour la gauche est une contradiction est pour la droite un paradoxe. Une partie de celle-ci a d'abord participé à la dérégulation de la société en promouvant le libéralisme économique, en affaiblissant les services publics et en les livrant plus ou moins au secteur privé et à la concurrence par recherche d'efficacité et de rentabilité ; elle a aussi célébré l'autonomie de l'individu contre les « archaïsmes » de l'État-providence, en fragilisant les liens sociaux au nom de la liberté du consommateur. Elle déplore maintenant la disparition des valeurs collectives ou du « socle républicain » et de « l'encommun ». En effet, une frange à droite d'obédience souverainiste et conservatrice dénonce régulièrement ce que Zigmunt Bauman a appelé la « société liquide », ou encore l'individualisme débridé.

Alors, la droite serait-elle devenue plus critique que la gauche ? Non, bien entendu. Il s'agit d'une réappropriation sélective. Les excès sont dénoncés, la base économique globalement sauvée. En tout cas, il faut reconnaître que certaines de ses prises de position interrogent non seulement le fonctionnement du capital (exemple : le GIEC considéré à gauche comme un lanceur d'alerte officiel, alors qu'il est un organisme fondé et financé par les pouvoirs politiques et des fractions du capital comme celle liée au nucléaire), mais aussi les contradictions de la gauche dite éclairée, celle qui aujourd'hui, comme la droite hier, s'est mise elle aussi à censurer. Pour nous, les références actuelles à l'émancipation sont peu audibles, parce que c'est l'idée même d'émancipation qui pose question quand le Grand émancipateur, c'est

En 1982, le gouvernement socialiste mène une grande politique de nationalisations (39 banques, 5 grands groupes industriels), mesure emblématique d'une gauche influencée par le Programme commun et la volonté de contrôler les leviers économiques (revalorisation de l'idée de planification, politique des revenus, etc.). En mai 2026, le RN propose de taxer les superprofits de la multinationale française Total sous le prétexte des fortes hausses du prix du pétrole générées par la guerre au Moyen-Orient opposant les États-Unis à l'Iran, une idée traditionnellement portée par la gauche.

En 2012, François Hollande lance durant son meeting de campagne au Bourget : « Mon adversaire, c'est le monde de la finance. » Un quinquennat pourtant marqué par des concessions à ce même monde : abandon du projet de taxe sur les transactions financières (Taxe Tobin), maintien des niches fiscales<sup>1</sup> et nomination d'Emmanuel Macron à Bercy, un ancien dirigeant d'une banque d'affaires. Parmi les premières mesures de ce dernier une fois président figurent la suppression de l'ISF remplacé par l'IFI (imposition seulement sur le patrimoine immobilier, laissant de côté les actifs financiers) et l'instauration de la *flat tax*, justifiant l'allègement de la fiscalité des foyers les plus aisés comme une incitation à réinvestir dans l'économie tout en permettant aux moins favorisés d'en profiter par contrecoup (la fameuse théorie du ruissellement). Or, cela n'a pas produit l'effet escompté. Les dividendes augmentent bel et bien, mais la redistribution, elle, se fait toujours attendre. Car ce que Macron semble ignorer, c'est que l'argent, contrairement à l'eau, ruisselle de bas en haut<sup>2</sup>.

1 – <https://www.lesechos.fr/2015/10/pourquoi-les-niches-fiscales-continuent-de-prosperer-255294>

2 – C'est au chroniqueur et humoriste américain Will Rogers qu'on attribue le premier emploi de la métaphore du ruissellement dans un article paru en novembre 1932 pour dénoncer la politique menée par le président Hoover face à la Grande Dépression : « Tout l'argent fut donné aux riches dans l'espoir qu'il ruisselle jusqu'aux nécessiteux. En effet, M. Hoover était ingé-

Si gauche et droite ont bien changé depuis 50 ans, ce qu'on a appelé la mondialisation (que nous préférons nommer la globalisation), n'a pas entraîné un effacement des clivages droite/gauche mais a engendré une confusion des choix politiques entre ces deux pôles pouvant confiner jusqu'à l'inversion. En effet, les alliances et les références idéologiques ont profondément évolué à mesure que s'exerçaient de toute part les contraintes économiques et réglementaires de l'Union européenne liées à la globalisation<sup>3</sup>. Ainsi, ce qui était hier un marqueur de gauche, l'interventionnisme économique avec la planification, l'interventionnisme social avec les mesures de l'État-providence, la critique des dysfonctionnements du capitalisme et la mise à jour de ses contradictions, est à présent régulièrement repris par une droite souverainiste, tandis qu'une partie de la gauche a adopté des positions d'accompagnement du capitalisme, y compris quand celles-ci demandent un recours accru à la loi et à l'extension du domaine régalién. Une extension le plus souvent vaine et qui fait l'objet d'une surenchère des deux bords pour un renforcement de l'État, celui-ci étant toujours considéré comme s'il avait perduré dans sa forme nation avec ses institutions, sa chaîne

---

nieur, il savait que l'eau coulait de haut en bas. Placez-la en hauteur et elle tombera jusqu'au recoin le plus sec ! Ce qu'il ne savait pas en revanche, c'est que l'argent ruisselle de bas en haut. Donnez-le en bas le matin et les riches l'auront avant la nuit. Au moins, aura-t-il pendant ce temps-là, passé entre les mains des pauvres gens. Ils ont sauvé les grosses banques, mais les petits établissements ont fait faillite. » *Will Rogers Explains That Money, Unlike Water, Always Trickles Up*, 1932

3 – En effet, durant les années 1990, la dynamique du capitalisme s'est propagée mondialement *via* la financiarisation et l'interdépendance économique, ce qui a fondé la globalisation, stabilisant partiellement les grandes régions en intégrant les États dans un système unique. Cette vision reposait sur l'espoir que le marché, par la dépendance mutuelle des échanges, mettrait fin aux guerres après la Guerre froide. Pourtant, les nations ne s'effacent pas si aisément. Certains dirigeants nationalistes, cherchant à résister à la logique économique et culturelle de Bruxelles, sont qualifiés d'« illibéraux », donc d'antidémocratiques, car dans l'histoire des sociétés bourgeoises, la démocratie était indissociable du capitalisme triomphant.

jourd'hui essentialisées, ses goûts privés érigés en politique publique par le fait qu'ils sont reconnus.

*Exit* la « politique des revenus » des Trente Glorieuses, bienvenue aux « nouvelles morales » qui tiennent lieu de politique (« le privé est politique »).

Certains essayistes pressés ont pu opposer aux métropoles laboratoires des nouvelles normes, des zones périphériques ou rurales attachées à des traditions et des valeurs, mais pour qui a participé au mouvement des Gilets jaunes, cette priorité donnée aux « valeurs » ne tient pas. Elle est secondaire par rapport à la question des conditions de vie. Un peu de matérialisme critique ne ferait pas de mal, sans pour cela donner dans le déterminisme absolu. Il en est de même quand des politicards à la Mélenchon nous font croire à une alliance entre banlieues et étudiants et salariés des métropoles sous prétexte que Gaza... Or, ces nouvelles valeurs prétendent progressistes, « on s'en cogne » dans les banlieues. C'est une évidence pour qui y vit ou y travaille ou simplement veut écouter ce qui se dit en dehors de son pré carré et de la fréquentation quasi exclusive de ses semblables.

Finalement, l'idéologie du progressisme culturel, que la politique libérale de Macron incarne, a largement éclipsé celle du progressisme économique jusqu'à le faire disparaître des rubriques de journaux. Les discriminations ont chassé les inégalités dans l'importance que les progressistes leur accordent dans leur « agenda ». Ainsi, la déconstruction par LFI de l'idée droitiste d'une « France éternelle », avec son concept de « Nouvelle France<sup>II</sup> » se veut alternative, mais opère sur le même terrain, celui de l'essentialisation d'une banalité.

La totalisation du capital semble faire « système ». Certes, certaines fractions radicales, mais minoritaires, résistent à cette totalisation (ZAD, lutte contre les grandes bassines, etc.) jusqu'à l'hypothèse très discutable d'une sécession, mais pour une grande partie de la popula-

---

II – [https://www.lemonde.fr/idees/article/2026/04/01/la-nouvelle-france-une-expression-banale-transformee-en-grenade-degoupillee\\_6675827\\_3232-.html?](https://www.lemonde.fr/idees/article/2026/04/01/la-nouvelle-france-une-expression-banale-transformee-en-grenade-degoupillee_6675827_3232-.html?)

modes de vie (consumérisme, individualisme, hédonisme) qui, que cela plaise ou non, remportent une large adhésion qui met la gauche en porte à faux dans la mesure où elle ne semble plus proposer des perspectives politiques qui enchantent. Déjà hier il ne fallait pas « désespérer Billancourt », mais aujourd'hui, les futurs embauchés de l'industrie de guerre, les futurs licenciés des industries polluantes ? Cela produit le plus souvent un double langage qui délégitime sa parole. Pour prendre un exemple, les enseignants (plutôt de gauche dans l'ensemble) continuent à défendre le modèle mérito-démocratique de la République tout en avalisant consciemment ou non les statistiques internationales selon lesquelles le système scolaire français serait parmi les plus reproducteurs des inégalités qui soit, ce qui a pour conséquence de ravir une partie de la droite qui attaque l'école publique en particulier et les services publics en général.

En conséquence de quoi, les lignes de démarcation ne portent plus que sur la façon d'administrer le capital à travers un État supposé apporter une réponse à tout. Ainsi, tout récemment, le parti socialiste avançait pour son programme présidentiel, une nouvelle proposition sur l'immigration en proposant la création d'un « *secrétariat d'État à l'Immigration et à l'Intégration* », placé directement sous l'autorité du Premier ministre. Du côté du gouvernement actuel, plutôt de centre droit, on cherche depuis plusieurs années à faciliter la régularisation des salariés sans papiers pour les métiers « en tension » en réduisant les délais de traitement et le renouvellement des titres de séjour.

Il ne s'agit donc plus de savoir comment abolir ou remplacer l'État ou aborder autrement la question du pouvoir et de la République comme l'ont tenté, peut-être maladroitement, les Gilets jaunes.

En filigrane, se poursuit la dynamique de totalisation de toutes les activités humaines indifférenciant temps libre et temps de travail<sup>10</sup>. Dans ce contexte, l'individu ne se définit plus par ses conditions objectives et les luttes qui y sont rattachées, mais par ces identités particulières au-

10 – Cf. « Travail et temps hors-travail, un couple en évolution », <https://www.tempscritiques.net/spip.php?article339>

unique de télévision en noir et blanc, son école de l'égalité et de la réussite, etc. Que la moindre fête populaire ou pour une victoire sportive devienne un problème d'ordre public pour le pouvoir, que la moindre free party soit l'occasion de légiférer et interdire indique au contraire une faiblesse de l'État, à l'aune des principes qui permettaient de le caractériser suivant les anciens critères « républicains ». Ces évolutions ont largement contribué à produire, dans ce brouillard idéologique, un confusionnisme intellectuel et une perte des dimensions critiques<sup>4</sup> et dialectiques qui avaient orienté les mouvements politiques en rupture avec les conservatismes, qu'il soit de droite ou de gauche. C'est par exemple le cas pour les rapports à la question de l'État de droit, parce que sa réorganisation, dans la forme réseaux autorise tous ces manquements, qu'ils soient de nature populiste (la justice du peuple) ou du fait de donner priorité aux victimes, par exemple par rapport à la présomption d'innocence (dans la conception postmoderne de la justice). Si cette évolution/involution prend le tour d'une « bataille culturelle » orchestrée par les médias, faute de grands récits à porter, on ne s'attendait pas à constater depuis quelques années que la critique (quelque peu en berne à gauche en dehors de l'idéologie de la décons-

4 – Ces dimensions critiques, relatives au champ de la politique, recouvrent plusieurs modes d'exercice de la critique théorique et de la pratique politique critique. On peut distinguer : (1) l'esprit critique qu'on attribue habituellement aux philosophes des Lumières, à Kant et à leurs continuateurs, (2) la pensée critique qui est associée à la logique dialectique et aux philosophies politiques dévoilant les contradictions de la réalité et de l'histoire, tels Hegel, Marx, Proudhon, Bakounine, etc. (3) la théorie critique comme celle des membres de l'École de Francfort (Adorno, Horkheimer) qui révèlent les conditionnements et les aliénations du capitalisme comme une mutilation de la vie, (4) l'activité critique qui vise à intervenir sur les rapports sociaux et dans les mouvements politiques tels qu'ils se déroulent effectivement et non pas en fonction d'une théorie politique élaborée *a priori* et en extériorité. Aujourd'hui, au-delà de l'effacement des dimensions critiques dans la politique, c'est le négatif et son effectivité historique qui est englobé dans la positivité de la société capitalisée. C'est la pensée dialectique qui est effacée et non pas la pensée critique.

truction<sup>5</sup>) soit revivifiée par une droite (souvent moquée, y compris dans ses propres rangs, comme « machine à perdre » ou « droite la plus bête du monde »). Pourtant, elle a parfois eu la capacité d'en détourner la rhétorique<sup>6</sup> pour faire apparaître les contradictions d'une gauche polarisée et souvent déconnectée du réel, à savoir les rapports sociaux et plus précisément la question de leur reproduction. Pensons par exemple à la réception à ses débuts du mouvement des Gilets jaunes par certains courants de la gauche dite ou autoproclamée radicale (« C'est jaune, c'est moche et ça peut vous pourrir la vie<sup>7</sup>) et l'incompréhension globale des milieux « éclairés » devant ses masses populaires bouleversant les trop fumeux « agendas » des partis, syndicats et groupuscules politiques. Alors que ce qu'il exprimait posait des questions essentielles sur le rapport entre organisation et spontanéité (l'assemblée des assemblées de Commercy), le rapport à la démocratie et à quel type de démocratie (la revendication d'une Constituante, la mise en avant du RIC), la façon de poser l'unité en dehors des fausses convergences (le slogan mêlant « fin du mois et fin du monde »), la plupart des « degauche » guettaient le moindre indice au sein du mouvement qui aurait pu y faire voir la mainmise de l'extrême droite (telle l'apparition fugace, dans certains rassemblements de Gilets

---

5 – À ce sujet, on ne peut que déplorer un glissement sémantique de la notion d'esprit critique dans les universités où celui-ci est réduit à une compétence individuelle (savoir ajuster son niveau de confiance en fonction d'une évaluation des preuves) plutôt qu'à une méthode collective (doute systématique, remise en question des dogmes). Cette définition, en abordant l'esprit critique comme compétence (psychologique) de discernement de l'information, si elle répond bien à l'air du temps (post-vérité, *fake news*), édulcore la portée de l'esprit critique qui est quand même une modalité de la pensée. Si l'esprit critique se limite à un « ajustement de la confiance », alors il perd sa dimension heuristique. La critique n'est plus un outil pour démanteler les illusions, mais pour naviguer dans l'incertitude.

6 – Citons, parmi ces précurseurs, Alain de Benoist qui s'est fait une spécialité du détournement de la pensée de gauche depuis déjà plusieurs décennies.

7 – <https://defensecollective.noblogs.org/post/2018/11/14/cest-jaune-cest-moche-et-ca-peut-vous-pourrir-la-vie/>

médiates et accessibles, mais aussi portant un horizon ; le RIC, la préparation d'une nouvelle constitution, la démocratie directe, la reconnaissance sociale, etc.

La fin du cycle historique des révolutions aurait pu laisser place à ce qu'on a appelé historiquement le réformisme par opposition à la révolution, par exemple longtemps représenté par la social-démocratie ou la démocratie chrétienne ; mais il se trouve que réformisme et révolution entretenaient un lien dialectique d'implication réciproque. La disparition d'un des pôles rend obsolète l'existence du second. Prenons un exemple : la lutte révolutionnaire des ouvriers contre le travail et les augmentations de productivité, par exemple en Italie dans les années 1968-73, a pu être opposée à la ligne syndicale, qui refusait cette attaque frontale non seulement contre le patronat, mais aussi contre l'outil de travail et la « production de richesse » pour tous. On pouvait donc distinguer une voie révolutionnaire et une autre réformiste mettant en jeu de façon dialectique les différentes forces en présence. Mais aujourd'hui que l'IA s'attaque au travail en général, mais de façon nihiliste, il ne semble pouvoir y avoir que de réponse tout aussi nihiliste et non pas réformiste « bourgeoise » ou révolutionnaire « prolétarienne ».

Dans cette mesure, l'anticapitalisme n'est plus devenu qu'un slogan sans ligne d'attaque contre le capital confondu avec les oligarques, les milliardaires, la finance, l'industrialisme et l'extractivisme, le patriarcat, etc. Devant une telle misère de l'analyse théorique à gauche et le peu de répondant de la droite libérale politique en voie de marginalisation, des fractions de l'extrême droite<sup>9</sup> peuvent bomber le torse et se présenter comme les seules forces intellectuelles « anti-système », une situation d'ailleurs bien plus vérifiée aux États-Unis qu'en Europe.

Et pour cause ! Le rapport social capitaliste irrigue les différents canaux et réseaux d'une société aujourd'hui capitalisée. Celle-ci informe des

---

9 – Ce qui s'est appelé « la Nouvelle Droite » a connu son apogée dans les années 1980 et est aujourd'hui caduque dans sa forme originelle et englobée dans les divers courants de droite et les souverainismes.

aussi dans l'air du temps. Un air du temps qui est devenu ce sur quoi se laissent porter les politiques à l'époque de « la politique au crépuscule » (cf. le titre éponyme de Mario Tronti). Une grande partie de la gauche a voté contre l'UE au référendum de 2005, elle s'est aussi prononcée contre l'OMC, mais a finalement rejoint les thuriféraires de la globalisation dans la mesure où elle a estimé que c'était un pari gagnant-gagnant. C'est justement ce que dénoncent à la fois Trump, l'extrême droite et l'extrême gauche dans un « Front » sans unité ni cervelle.

Il faut dire que la défaite du dernier assaut prolétarien des années 1960-70, puis la faillite de l'expérience du socialisme réellement existant, ont sonné le glas des grands récits révolutionnaires et même de toute référence à la révolution. De ce point de vue, le mouvement des Gilets jaunes, et sa référence à la Révolution française, constitue une exception. Or, justement, ce mouvement était inclassable (dans tous les sens du terme) : il n'était ni conservateur ni progressiste et malgré une certaine radicalité, il ne proposait aucun au-delà du capitalisme et s'opposait à ceux qui voulaient sacrifier les fins de mois au profit d'une supposée fin du monde écologique. Ce n'est que par la suite, une fois les ronds-points dégagés par la police et les manifestations les plus suivies et violentes réprimées, que des tentatives de convergences des luttes énoncèrent le mot d'ordre tardif et démobilisateur « fin du mois, fin du monde, même combat ». Mot d'ordre démobilisateur, car en ajoutant « fin du monde » à « fin de mois », les forces proglobalisation qui tentaient de se faire exister sur ce qu'avait été la puissance politique des GJ, effaçaient ou du moins relativisaient, éloignaient, le premier terme « fin de mois » et tout ce qu'il implique d'illégitime pour le capital aujourd'hui, à savoir, l'ancien point de vue ouvrier, même si celui-ci n'est plus porté par sa fraction ouvrière classique, mais par diverses catégories populaires et de nouveaux types de salariés ou de travailleurs précaires souvent non syndiqués. Pour les Gilets jaunes qui poursuivaient la lutte malgré l'épuisement politique du mouvement, il s'agissait de ne pas se trouver englobés dans des visées politiques extérieures à ce qui a fait la force et le cœur de leur mouvement : une force politique portant à exécution des mesures im-

jaunes, de banderoles condamnant le Pacte de Marrakech sur le contrôle de l'immigration).

Huit ans plus tard, les dimensions rurales/urbaines (rurbaines plutôt que périphériques) des Gilets jaunes sont plus que jamais ignorées par les sphères politico-médiatiques. Et les résultats des dernières élections municipales (2026) illustrent à nouveau cette tendance devenue structurelle qu'est la capacité de la gauche à gagner dans les grandes villes à la mesure de sa déconnexion des rapports sociaux d'ensemble.

Que comprendre ? Faut-il à présent se résoudre à admettre la réalité d'une gauche qui, avec les sociaux-démocrates, a fait depuis 30 ans le choix politique de s'orienter davantage vers les classes moyennes ++, porteuses des valeurs « actuelles » (climat, diversité, droits, Europe) qu'à ceux qui vivent des réalités quotidiennes difficiles (logement, carburant, précarité, relégation, mépris) et qui ont le malheur en plus de conserver des valeurs passées (républicaines, universalistes, laïques, etc.) ? Le magazine *Valeurs actuelles*, classé à l'extrême droite, est un bon exemple de ce passage de la politique comme dialectique des classes au combat des valeurs et entre les valeurs. Car si l'ancien conflit entre classes sociales était guidé par des principes d'universalité y compris dans leurs dimensions très matérielles d'intérêts, il gardait cependant cette visée d'universalité au sens le plus noble de la tension vers la communauté humaine. Le combat actuel entre valeurs relève de la particularité, c'est-à-dire de la défense d'intérêts concernant telles ou telles identités. Il entretient des visions idéalistes qui ne permettent pas de dégager les contradictions de l'époque. En effet, elles produisent de fausses oppositions comme celle entre *woke* et *antiwoke* qui seraient parfaitement stériles si elles en restaient dans le ciel des idées, mais qui, en revenant sur Terre, produisent la décomposition, par exemple du mouvement féminisme (remplacé par un acronyme qui en a même fait disparaître le nom), le clientélisme du mouvement écologiste, etc. Le dernier épisode climatique est de ce point de vue éclairant. La canicule européenne aurait pu être l'occasion pour les mouvements ou partis écologistes de sortir de leur perspective politicarde pour faire plus de 5 % aux élections nationales, mais non, Marine Tondelier cherche une alliance électorale en ne proposant aucune mesure écologique

d'importance puisque le but est de « lisser », gommer les aspérités ; et pendant ce temps, Greta Thunberg prie pour Gaza.

La confusion n'est pas que politique, elle est aussi morale. À ce sujet, Thomas Viain, à rebours des brouillages de genre, rappelle dans son livre, *La guerre des morales*, que la persistance du clivage historique, malgré les retournements, révèle l'opposition fondamentale qui existe entre droite et gauche dans leur conception de la transformation sociale<sup>8</sup>. Blaise Pascal défendait l'idée que la société doit imposer ou inciter à un cadre moral par l'autorité (lois, normes, institutions) pour que l'homme, en agissant bien, devienne vertueux. Peu importe les motivations personnelles de départ, elles suivront. À l'inverse, Jean-Jacques Rousseau place la question morale dans le for intérieur. Pour lui, si les réformes sociales échouent et ont des effets contre-productifs, c'est parce qu'on n'a pas changé les motivations profondes de l'homme. Il faut partir de là.

La gauche actuelle, en multipliant les réformes sociétales et les droits particuliers (mariage pour tous, PMA, lutte contre les discriminations et les violences sexistes et sexuelles [VSS]), semble vouloir transformer le for intérieur par la contrainte légale, comme si elle appliquait une version rousseauiste du changement moral, mais par des moyens pascaliens : l'État comme levier de la vertu. D'où le malaise, car les milieux populaires, attachés à l'universalisme, ne reçoivent ces lois et injonctions que comme une intrusion dans leurs convictions (liberté, égalité sociale et solidarité), là où ils attendraient plutôt de la part des politiques des réponses matérielles (garantie de l'emploi et amélioration des conditions de travail, pouvoir d'achat, services publics de proximité et maintien des lieux de socialité).

À l'heure où d'aucuns voient une vague de droitisation emporter la France et le fascisme bientôt à nos portes, faisons un retour historique pour voir comment la gauche est parvenue à atteindre puis à imprégner les principaux canaux dominants, qu'ils soient universitaires ou média-

8 – Thomas Viain, *La guerre des morales, comment gauche et droite cherchent à façonner l'individu*, Éditions Hermann, 2025.

tiques, dans la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle et ainsi à se retrouver sous les feux d'une autre critique, elle qui, pourtant, en porta longtemps l'étendard. Une double critique, l'une en provenance de la pensée de droite, qui profite des apories de la critique de gauche et des mouvements qu'elle avait accompagnés ; l'autre en provenance de la gauche postmoderne dont le but est de « déconstruire » l'ancienne critique de gauche universaliste. Ce double processus a été permis par ce que nous avons appelé la révolution du capital ; un retournement de tendance qui allait rendre illisibles les rapports entre conservatisme et progressisme.

Il n'a fallu que quelques décennies pour que la France d'avant la Seconde Guerre mondiale, majoritairement rurale, cède la place à une société largement urbanisée, puis « rurbanisée », dans laquelle les repères traditionnels ont perdu de leur force. Mai 68, avec une critique de toutes les hiérarchies comme des mœurs, a achevé ce basculement : l'autorité morale de l'État s'est effondrée. Giscard, avec ses réformes sociétales (IVG, divorce par consentement mutuel, majorité à 18 ans, décret Fontanet de 1976 sur le regroupement familial pour les travailleurs immigrés), a acté cette rupture. Mitterrand, lui, a ancré une forme de progressisme dans les institutions avec l'abolition de la peine de mort, la retraite à 60 ans, la décentralisation et le soutien aux associations (SOS Racisme, Planning Familial, Médecins sans frontières, etc.) comme dans le monde de la culture (Jack Lang, les tags et le rap, la fête de la musique, le prix unique du livre).

À partir du milieu des années 1980, la gauche a abandonné le point de vue ouvrier de la lutte de classes et la lutte sociale pour privilégier les luttes sociétales et leurs nouveaux « sujets ». En effet, pour conserver cette perspective première, il aurait fallu que le pouvoir socialiste passe alliance avec les syndicats et les mouvements de lutte, à la fois contre les patrons et contre les institutions européennes, une bien trop lourde tâche pour lui : par contre, les secondes ne lui coûtaient rien puisque les réformes qui en découlent sont soit financées par l'impôt, soit initiées par l'UE ; il lui suffisait donc de faire une petite ripolinisation des esprits de ses élus de province pour, par exemple, leur faire comprendre que le « mariage pour tous », c'était non seulement progressiste, mais